



**Conférence de haut niveau sur:**

**L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique**

**Syrte, Jamahiriya Arabe Libyenne, 15-17 décembre 2008**

## **Rapport National d'Investissement**

### **MAURITANIE**

#### **RÉSUMÉ:**

La Mauritanie est un pays fortement affecté par les effets de la sécheresse des années 1970. Le secteur rural y demeure le secteur le plus important de l'économie nationale. Soixante deux pour cent (62%) de la population du pays vit principalement des activités rurales et le poids du secteur dans la formation du PIB est resté relativement stable depuis une dizaine d'années. En effet, il contribue à hauteur de 12% du PIB avec ses trois typologies de culture (pluvial, irrigué et oasien) ainsi que l'élevage.

La promotion de l'irrigation avec la maîtrise de l'eau a permis de réduire la sensibilité de la production agricole à la sécheresse à tel point que cette agriculture irriguée constitue aujourd'hui l'une des sources de croissance les plus importantes du pays. Par ailleurs, elle contribue fortement à la création d'emplois en milieu rural au niveau des exploitations privées, et même en milieu urbain à travers la distribution et la commercialisation des productions agricoles.

La production agricole, très dépendante de la pluviométrie en zone pluviale, a néanmoins évolué en quinze ans d'un niveau de production 95 000 tonnes en 1986 à 140 000 tonnes en 1999 avec des pics de production en 1990 et 1996 (183 000 tonnes et 219 800 tonnes).

Cependant, malgré les investissements réalisés pendant cette période, les caractéristiques et contraintes principales du secteur sont demeurées les mêmes : faiblesse du niveau de production nationale par rapport aux besoins ; importance déterminante des facteurs climatiques sur les productions rurales.

Ce rapport d'investissement s'inscrit en droite ligne dans les objectifs fixés dans le Programme d'Investissement Public récemment adopté à Paris et qui comporte plusieurs programmes dont l'électrification à partir des barrages de l'OMVS dans la vallée du fleuve Sénégal.

Les projets retenus entrent dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et permettent surtout d'accroître la production agricole par l'aménagement et la mise en valeur de plus de 21 000 ha de terres en zone irriguée et en zone de barrages.

L'investissement global nécessaire à la mise en œuvre de ce programme à court, moyen et long terme (horizon 2030) est de 1 081 millions \$EU. Le financement à rechercher au cours de la période 2009-2030 est de 428 millions \$EU pour 16 projets dont deux projets sous régionaux avec l'OMVS pour 185 millions \$EU et quinze projets nationaux pour 243 millions \$EU et pour lesquels des partenaires restent encore à identifier en général.

## 1. CONTEXTE

### 1.1 AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

#### Agriculture

Le secteur rural est le secteur le plus important de l'économie de la Mauritanie. Soixante deux pour cent (62%)<sup>1</sup> de la population du pays vit principalement des activités rurales et le poids du secteur dans la formation du PIB est resté relativement stable. En tenant compte de l'élevage, le PIB du secteur rural s'élevait à 12,5% avant la production pétrolière.

La superficie totale cultivable en Mauritanie est de 500 000 ha<sup>2</sup>. La culture pluviale dont la zone de concentration se situe au Sud, au Sud-est et au Centre, étroitement liée aux précipitations, s'étend sur un potentiel de 350 000 ha et comprend les barrages et bas-fonds (60 000 ha), le walo et la décrue contrôlée (50 000 ha) et le dièri (260 000 ha). L'agriculture irriguée est concentrée dans la vallée du fleuve Sénégal où le potentiel est estimé à 126 000 ha<sup>3</sup>. Enfin, le secteur oasien qui est localisé principalement dans les régions de l'Adrar, du Tagant, de l'Assaba et des deux Hodhs. 4 à 5000<sup>4</sup> ha sont annuellement mis en valeur. La superficie totale mise en valeur annuellement reste faible (moins de 50%) par rapport au potentiel, d'où le déficit chronique en produits vivriers.

La production agricole en Mauritanie est essentiellement destinée à l'autoconsommation, car le pays n'a pas encore atteint l'autosuffisance alimentaire. Seuls quelques produits maraîchers (melons, gombo) et fruitiers font l'objet d'exportation. La production de céréales a varié ces dix dernières années entre 114 000 tonnes et 208 000 tonnes. Les principaux produits sont le sorgho, le riz, le maïs, le niébé (associé en général avec le sorgho ou le maïs) et les dattes en zone oasienne.

#### Irrigation et contrôle de l'eau

L'agriculture irriguée est rendue possible dans la vallée depuis plus de vingt ans avec la mise en service des barrages de Diama et Manantali réalisés dans le cadre de l'Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal. En effet, les superficies aménagées et mises en valeur en rive droite du fleuve Sénégal sont passées de 4 433 ha en 1983-1984 à un pic de 26 398 ha en 1998-1999, puis 17 387 ha en 2007-2008<sup>5</sup>. Avec le soutien à l'étiage assuré par le barrage de Manantali, il est possible d'effectuer des cultures de contre saison sèche chaude, permettant ainsi une augmentation du taux d'intensité culturale dont l'objectif est fixé à 1,6.

Dans la vallée du fleuve, le dernier recensement de périmètres réalisé en 2007 par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (Direction de l'Aménagement Rural) fait état de 1208 périmètres irrigués dans la vallée couvrant une superficie de 61 986 ha. Sur cet effectif de périmètres, 552 couvrant une superficie de 26 568 ha, sont considérés comme totalement abandonnés pour différentes raisons. Il reste actuellement 35 418 ha exploitables et équipés, mais non entièrement mis en valeur. Sur les vingt dernières années, la mise en valeur n'a jamais dépassé 20% du potentiel en rive droite.

Il est à noter que l'agriculture irriguée contribue fortement à la création d'emplois en milieu rural et même en milieu urbain à travers la distribution et la commercialisation des productions agricoles.

#### Sécurité alimentaire

Suivant les observations de la mission inter agences de consultation avec le Gouvernement et les partenaires au développement, la flambée des prix des produits alimentaires a considérablement affecté la Mauritanie en 2008. Le pays importe 70% des produits alimentaires de base consommés localement. Par ailleurs, les enquêtes menées par la Direction de l'Observatoire et des Stratégies du CPSSA<sup>6</sup> et le PAM en Mars 2008 font état d'une insécurité alimentaire modérée à sévère, atteignant 550 700 personnes contre seulement 425 000 en 2007, soit une augmentation de l'insécurité de 30%.

---

<sup>1</sup> Données CSLP 2000

<sup>2</sup> Revue du secteur rural 2007

<sup>3</sup> Données de l'Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS)

<sup>4</sup> Atlas des oasis: 1995

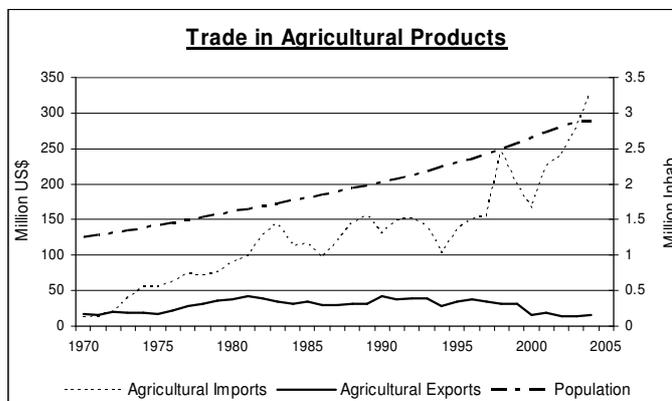
<sup>5</sup> Résultats campagne agricole 2007-2008 : DPCSE/MDR

<sup>6</sup> Commissariat pour la Protection Sociale et la Sécurité Alimentaire

S'agissant de la nutrition, la situation est caractérisée par la prépondérance de la malnutrition globale (36,9%) chez les enfants de moins de 5 ans. La proportion des enfants de moins de 5 ans présentant un déficit pondéral a évolué favorablement au cours des deux dernières décennies passant de 47% en 1990 à 32% en 2000 puis à 29,8% en 2007, selon l'enquête MICS 2007. Néanmoins, cet indicateur reste élevé car l'insuffisance pondérale concerne encore un tiers environ des enfants de moins de 5 ans.

### Balance commerciale agricole

La balance commerciale agricole a été régulièrement déficitaire. En effet, les importations se sont régulièrement accrues, passant de 80 millions \$EU en l'an 2000 à 360 millions \$EU en 2007, avec une augmentation notable du volume des importations entre 2005 et 2006 (de 135 à 279 millions \$EU, soit plus de 100% d'augmentation). Depuis 2006, la part des produits alimentaires dans les importations globales s'accroît de façon significative (23% en 2007), du fait certainement de la hausse des cours de certains produits principaux (riz, blé, lait, sucre, huile, etc.). Avec cette hausse, les importations pourraient atteindre en 2008 430 Millions \$EU aggravant le déficit de la balance commerciale agricole du pays qui était déjà déficitaire de près de 315 millions de \$EU en 2004.



## 1.2 RESSOURCES EN EAU ET HYDROÉLECTRICITÉ

Les ressources en eaux exploitables en Mauritanie comprennent les eaux de surface et les eaux souterraines. Les ressources en eau de surface sont déterminées par une pluviométrie d'une très grande variabilité spatio-temporelle. Les précipitations dépassent 600 mm par an à l'extrême sud du pays pour tomber à moins de 50 mm par an au Nord. Le réseau hydrographique national est constitué essentiellement de bassins endoréiques. Les apports en précipitations annuelles en Mauritanie, au niveau de l'ensemble des bassins versants sont d'environ 223 milliards<sup>7</sup> de m<sup>3</sup> par an dont seulement 1,095 milliards m<sup>3</sup>, sont stockés par les différentes retenues collinaires (au nombre de 850) pour usage agricole. Les systèmes aquifères identifiés sont au nombre de six: le bassin côtier, l'Adrar, le Tagant, les grés d'Aïoun, les pérites du Hodh et le Tiris Zemour. Les réserves estimées sont importantes et varient d'une zone à l'autre. Le bassin côtier constitue la réserve la plus importante et renferme entre 50 et 100 milliards de m<sup>3</sup>.

Le seul cours d'eau permanent en Mauritanie est le fleuve Sénégal qui est partagé entre quatre Etats (Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal) et qui a véhiculé 17 milliards de m<sup>3</sup> au cours de l'année 2007<sup>8</sup>. Le barrage de Manantali a été construit et mis en service sur ce cours d'eau en 1988. Il a pour buts entre autres la production en moyenne de 800 GWH d'énergie hydroélectrique par an (200MWde puissance installée). La Mauritanie, suivant la clé de répartition actuellement en vigueur, dispose de 15% de l'énergie produite à Manantali (35 MW de puissance installée), ce qui ne représente que 19% des besoins du pays.

## 1.3 CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Mauritanie, à l'instar de la communauté internationale est confrontée aux effets des changements climatiques. Ce phénomène se manifeste de deux manières :

- Inondations par excès de précipitations, ce qui entraîne une destruction des productions ou des sites de production, entraînant la famine ;
- Sécheresse qui engendre le même effet.

Les systèmes de production, tant au niveau de l'agriculture que de l'élevage ont connu par le passé une très forte régression du fait de leur dépendance quasi totale des conditions climatiques. Les mesures prévues dans le cadre du PANA (Programme d'Action Nationale pour l'Adaptation au

<sup>7</sup> Projet de Stratégie Eaux de surface en Mauritanie : DAR/MDR/2007

<sup>8</sup> Données SOGED/OMVS 2008

changement climatique) du secteur de l'agriculture portent sur l'orientation vers l'utilisation des variétés de céréales peu consommatrices d'eau et la formation des producteurs sur l'optimisation de l'utilisation de l'eau, surtout en zone pluviale.

## **2. STRATÉGIES NATIONALES POUR L'EAU, L'AGRICULTURE ET L'ÉNERGIE**

### **2.1 CONTEXTE POLITIQUE**

Le secteur rural en Mauritanie est le secteur le plus important de l'économie nationale. Soixante deux pour cent (62%)<sup>9</sup> de la population du pays vit principalement des activités rurales et le poids du secteur dans la formation du PIB est resté relativement stable par rapport aux années précédentes. Cependant, malgré les investissements réalisés pendant cette période, les caractéristiques et contraintes principales du secteur sont demeurées les mêmes :

- faiblesse du niveau de production nationale par rapport aux besoins ;
- importance déterminante des facteurs climatiques sur les productions rurales ;
- dégradation de l'environnement à cause de l'accentuation de la désertification.

Face à ces constats, une politique de développement rural a été définie et ses termes principaux se trouvent dans les documents suivants :

- le Programme de Consolidation et de Relance 89/91
- le Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (1991-1994).
- le Cadre Stratégique de lutte contre la Pauvreté (2001) ;
- la Stratégie du secteur rural à l'horizon 2015.

Les orientations stratégiques mises en évidence sont les suivantes:

- Favoriser la croissance du secteur pour assurer la sécurité alimentaire du pays ;
- Assurer un accès équitable aux ressources du secteur ;
- Accroître l'offre et la disponibilité des biens et services publics nécessaires au développement durable du secteur ;
- Développer les capacités de gestion du développement rural intégré et participatif.

Dans le domaine de l'irrigation en particulier, à travers la LPDAI (lettre de politique de développement de l'agriculture irriguée), l'accent devrait être mis sur la réhabilitation des périmètres existants et à l'extension des périmètres coopératifs dont la taille des parcelles ne permet pas l'accès à une riziculture commerciale, et la créations de nouveaux périmètres seulement pour des projets à très haute rentabilité (vraisemblablement pour la diversification).

Dans le domaine de la mise en valeur des ressources en eaux de surface, il n y a pas de stratégie claire pour le moment, mais un projet qui a été élaboré tel qu'évoqué dans la revue du secteur rural en 2007.

Pour l'eau potable, il y a une Déclaration de Politique de Développement du Secteur de l'Eau adoptée en 2007 et dont les objectifs sont : atteindre les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) pour le secteur de l'eau potable et de l'assainissement en 2015 et Améliorer la gouvernance du secteur de l'eau. Pour cela, un programme annuel de réalisation d'ouvrages hydrauliques sera élaboré en concertation avec les différents services et institutions.

Dans le domaine de l'Energie, les objectifs de développement du secteur s'appuient sur la Déclaration de Politique pour le Développement des Secteurs de l'Eau et de l'Energie adoptée en 1998 et la Stratégie Nationale Energie et Réduction de la Pauvreté adoptée en 2004. Les objectifs du sous secteur visent à (i) améliorer significativement le taux d'approvisionnement des populations dans les meilleures conditions de sécurité et de prix, compatibles avec le niveau de vie des ménages, (ii) accélérer l'électrification des zones urbaines non encore desservies, (iii) porter en 2010 le taux de desserte à 75% à Nouakchott et (iv) promouvoir et généraliser l'accès à l'Electricité et aux Energies Nouvelles et Renouvelables (ENR). Pour ce qui est de l'énergie hydroélectrique, la seule stratégie est celle élaborée au niveau de l'OMVS pour les ouvrages communs.

---

<sup>9</sup> Données CSLP 2000.

## 2.2 ENVELOPPE D'INVESTISSEMENT

L'enveloppe d'investissement pour le court, le moyen et le long terme est présentée dans le tableau ci-dessous et exprimée en millions de dollars EU. Elle a été établie sur la base du PDDAA du NEPAD et d'autres exercices de projection des besoins en investissement, en particulier dans le domaine énergétique. La plupart des investissements sont pour des projets à court ou moyen terme. Très peu de projets sont à long terme, du fait de la stratégie actuellement en cours qui est à l'horizon 2015 et du PIP qui arrive à échéance en 2010. Cependant, pour les projets pour lesquels les bailleurs n'ont pas été identifiés ou pour les idées de projets, l'échéance peut être reculée pour le moyen ou le long terme.

Le volume total d'investissements pour les projets en cours ou à venir s'élève à 627 millions \$EU comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Le financement recherché est de 428 Millions \$EU environ et permettra la mise en valeur de plus de 21 330 ha de terres (soit en irrigué, soit en décrue derrière barrages) ainsi que la production de 450 MW d'électricité.

Échelle de temps	Type d'investissement (\$EU)			Total
	Contrôle de l'eau à petite échelle	Rehabilitation des grands périmètres	Grands projets hydrauliques	
Court terme	139 664 800	102 056 329	5 032 000	246 753 129
Moyen terme	107 417 000	23 303 280	81 450 000	212 170 280
Long terme	42 900 000	0	125 000 000	167 900 000
Total	289 981 800	125 359 609	211 482 000	626 823 409

## 2.3 PORTEFEUILLE DE PROJETS

Ce portefeuille se divise en deux (2) catégories de projets à savoir: les projets en cours d'exécution, les projets en voie de financement et les idées de projets. Les projets en cours d'exécution sont au nombre de 12 et le montant de leur financement déjà bouclé est de 198 millions \$EU.

Pour ce qui est des projets pour lesquels un financement est sollicité, ils sont au nombre de 17 pour un montant de financement de 428 millions \$EU. Des partenaires ont déjà été identifiés pour 6 de ces projets (73,38 millions \$EU) et 2 sont des projets régionaux d'énergie hydroélectrique avec l'OMVS (pour 185 millions \$EU représentant la part de la Mauritanie à la recherche de financement). Il reste donc 9 projets nationaux pour lesquels il faut encore identifier des partenaires (170,37 millions \$EU). Ces projets figurent pour la plupart dans la liste adoptée pour le Programme d'Investissements Publics lors de la réunion du Groupe Consultatif tenu à Paris en Décembre 2007.

### 3. PROFILS DE PROJETS (EN COURS OU EN PROJET)

Titre du projet	Partenaire financier	Période	Budget total	Description
<b>I. PROJETS EN COURS</b>				
Projet de Réhabilitation de petits et moyens Périmètres au Brakna (PRPB)	BID RIM	2005-2009	6,702 millions de \$EU	Le PRPB s'inscrit dans le cadre des objectifs assignés à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration des revenus des populations et à l'accès universel aux services de base. Plus particulièrement, il vise à : i) satisfaire les besoins alimentaires des populations par la réhabilitation de 46 petits périmètres et l'aménagement d'un moyen périmètre, ii) appuyer les organisations paysannes du Brakna par la mise à disposition des paysans, de matériel agricole ; la clôture des périmètres et la construction d'unités de stockage, iii) l'alimentation en eau potable de la zone du projet. Le projet a plusieurs composantes dont une composante réhabilitation et aménagement de périmètres dans laquelle il est prévu la réhabilitation de 46 périmètres collectifs pour une superficie de 1470 ha et la création d'un moyen périmètre à Bababé. Le projet a eu du retard et continue jusqu'en mars 2009.
Projet d'Aménagement Hydro-Agricole du Brakna Ouest (PAHABO)	BAD RIM BID Bénéficiaires	2005-2010	5,1 milliards d'UM (21,88 millions de \$EU)	Le PAHABO vise à augmenter de façon durable les productions agricoles irriguées et de décrue et les revenus des exploitants. En matière d'infrastructures, il permettra la réalisation d'ouvrages de désenclavement ainsi que des ouvrages hydrauliques facilitant l'écoulement de l'eau pour la mise en valeur des zones de décrue.
Projet d'Amélioration des Cultures de Décrue à Maghama phase II (PACDM 2)	FIDA RIM Bénéficiaires	2003-2008	12,22 millions de \$EU	Ce projet permettra entre autres la réalisation d'ouvrages de désenclavement dans la zone de Maghama Fimbo. Plusieurs autres actions sont prévues (protection des pâturages, appui au maraîchage, protection des zones de cultures contre la divagation animale, etc.
Projet de Réhabilitation du périmètre irrigué de Maghama III	BID	2007-2009	5,950 millions de \$EU	Réhabilitation du périmètre irrigué de 750 ha à Wali (Zone de Maghama III). Ce périmètre avait déjà fait l'objet d'une réhabilitation, mais les objectifs initialement fixés n'avaient pas été atteints.
Programme de gestion des ressources naturelles du Guidimakha (PGRNG)	RFA RIM Bénéficiaires	2005-2009	6,73 millions de \$EU	Aménagement de bassins versant pour la lutte contre l'érosion hydrique par la réalisation d'ouvrages d'épandage de crues sur 18 bassins versants avec une superficie totale aménageable de 9.000 à 10.000 ha (surfaces utiles et versants).
Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Bassin du Fleuve Sénégal en rive mauritanienne	IDA/OMVS	2008-2011	1 800 Millions UM (7,72 M \$US)	Ce programme a pour objet la réhabilitation de certains aménagements hydroagricoles ainsi que certaines infrastructures hydrauliques dans la vallée. Ceci permettra la mise en culture de 800ha en irrigué et la sécurisation de l'alimentation en eau du périmètre de R'Kiz. Par ailleurs, un ouvrage de désenclavement sera aussi réalisé pour

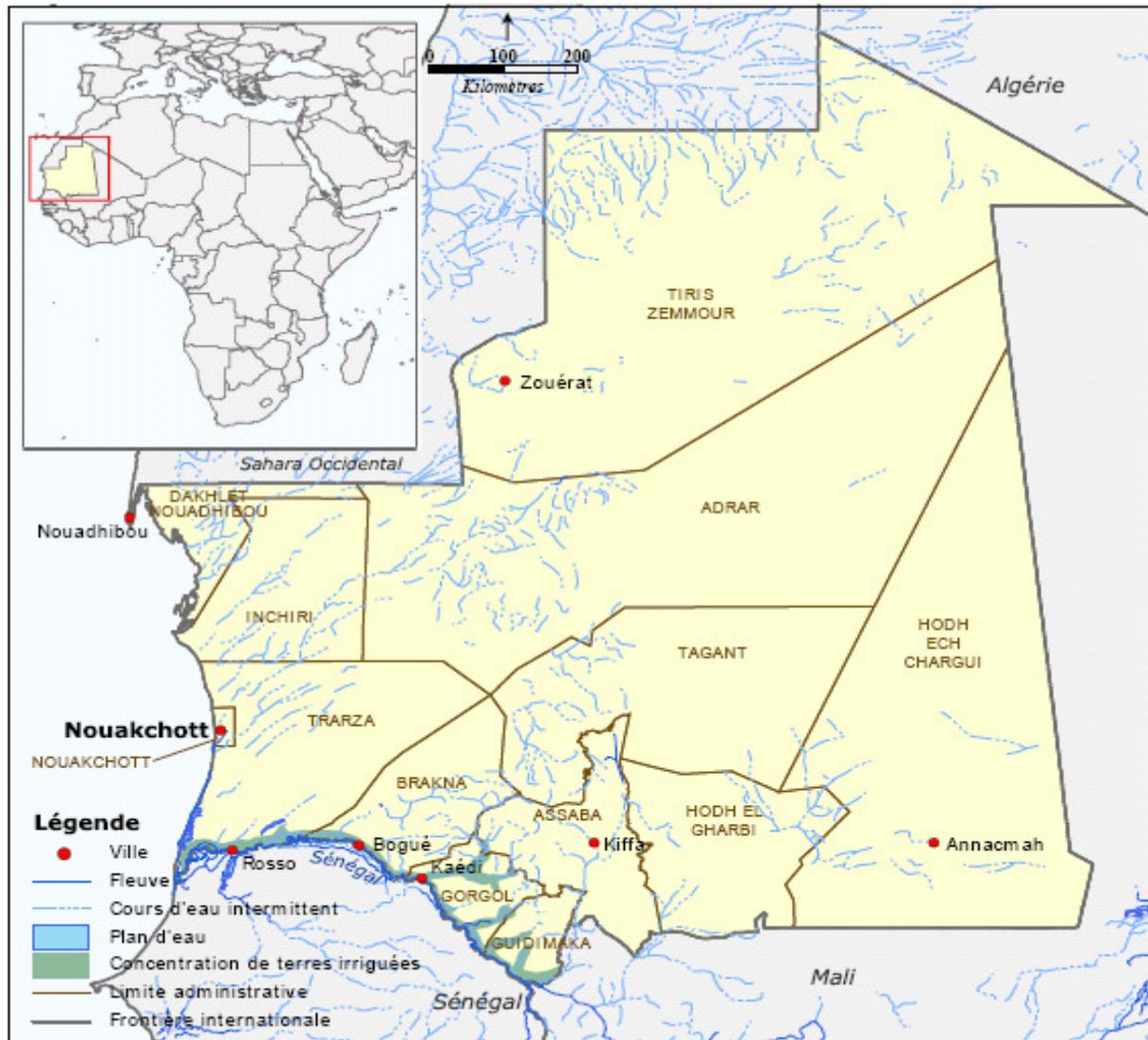
				permettre de maintenir le trafic dans la zone du Garak.
Programme de consolidation de barrages en terre	RIM	2008-2009	1 530 Millions Ouguiya (6,563 millions de \$EU)	Ce programme a pour objet la réhabilitation d'un certain nombre de barrages endommagés et pour lesquels il y a eu une étude en 2004. Sept barrages ont déjà été réfectionnés ainsi que deux digues de protection (Boghé et Arr). 10 autres barrages sont prévus dans le cadre de ce programme.
Programme de Développement Intégré de l'Agriculture Irriguée en Mauritanie (PDIAIM)	IDA RIM	2006-2011	49 millions de \$EU	Réhabilitation de périmètres irrigués (5 000 ha); aménagement d'ouvrages hydrauliques structurants et réalisation d'ouvrages de désenclavement.
Projet de Développement Rural Communautaire (PDRC)	IDA RIM	2004-2010	58 millions \$EU	Le projet a pour objet le renforcement des capacités des communautés villageoises, des municipalités rurales et des prestataires de services aux communautés (notamment les services agricoles). Près de 400 000 habitants répartis entre 850 villages sont concernés par le projet qui assurera le financement de microprojets à caractère économique, social et environnemental identifiés par les communautés bénéficiaires (à travers des plans de développement communautaire villageois) et mis en œuvre par ces communautés. Le projet encourage également le processus de décentralisation dans le pays en renforçant les capacités des 10 communes rurales test et des organisations villageoises. Il aborde également les principales politiques sectorielles (élevage, éducation, santé, hydraulique, stratégie en matière de genre).
Projet de Développement Durable des Oasis (PDDO)	FIDA FADES RIM	2004-2012	17,6 millions de \$EU	Mettre en place et appuyer des organisations paysannes capables de soutenir des petits producteurs oasiens pour contribuer efficacement à la réalisation du double objectif national d'autosuffisance alimentaire et de réduction de la pauvreté.
Gestion Intégrée des Plantes Aquatiques Proliférantes	RIM BAD-FAD	2005-2011	500 Millions UM (2,14 millions de \$EU)	L'objet est la lutte contre la prolifération des plantes aquatiques envahissantes (typha) au niveau de la vallée. Les résultats attendus sont : -réduction de l'infestation par ces plantes ; - organisation et sensibilisation de 400 comités villageois pour la gestion de l'eau ; - formation de 2400 agriculteurs au compostage du typha et production annuelle de 2200 t sur 120 ha
Projet Valorisation de l'Irrigué pour Souveraineté Alimentaire (VISA)	Espagne	2007-2010	2.4 Millions € (3,5 millions de \$EU)	L'objet est l'amélioration de la diversification des cultures traditionnelles.
<b>II. PROJETS EN VOIE DE FINANCEMENT ET IDEES DE PROJETS</b>				
Construction de 16 barrages dans la zone d'Achram-Diouk	FADES	2009-2011	3,5 milliards d'UM (15 millions de \$EU)	Il s'agit des 16 barrages restants dans le cadre du projet de construction de 33 barrages dans la zone d'Achram-Diouk. Les objectifs du projet sont les suivants : • Améliorer la production agricole à travers la réhabilitation et la construction de 16 barrages ; • Renforcer les capacités organisationnelles des bénéficiaires ; • Alimentation en eau potable de la zone du projet.

				La zone du projet couvre les Wilayas suivantes : le Tagant, l'Assaba, et le Brakna.
Aménagement de la cuvette orientale du périmètre de R'Kiz	BID	2009-2011	1,53 milliards d'UM (6,6 M \$US)	Le projet a pour objet l'extension du périmètre de R'Kiz par l'aménagement de la cuvette de la cuvette orientale du lac. L'aménagement de la cuvette orientale du périmètre de R'Kiz d'une superficie de 2400 ha permettra d'augmenter sa production et de garantir une meilleure rentabilité du périmètre
Réhabilitation du périmètre de Foum Gleïta	JICA	2008-2011	2 500 Millions Ouguiya (10,7 millions de \$EU)	Réhabilitation des infrastructures du périmètre de Foum en vue de la mise en valeur de 1 500 ha
Petits barrages du Hodh El Gharbi (Phase II)	RFA	2009-2011	5 millions Euro (7,35 millions de \$EU)	Réhabilitation de 10 barrages dans le Hodh Gharbi et pour lesquels une étude d'avant projet a déjà eu lieu avec le bureau allemand CES. La superficie à mettre en valeur est de 1500 ha.
Aménagement des axes hydrauliques dans la vallée	Espagne-Italie	2009-2013	5,32 millions de \$EU	Ce projet a pour objet la réhabilitation de marigots d'irrigation dans le delta pour permettre l'écoulement de l'eau d'irrigation dans les périmètres. Par ailleurs, il est prévu la réalisation d'endiguement sur les berges de certains cours d'eau importants (Aftout, Gouère, Ibrahimia) pour limiter les fuites d'eau et optimiser les irrigations. Cet endiguement permettra aussi de lutter contre l'expansion du typha.
Développement Durable de l'Agriculture de décrue derrière barrages	FAO-NEPAD, Gouvernement, Bénéficiaires	2010-2013	28,7 millions de \$EU	Ce projet a pour objet la réalisation d'infrastructures de retenues d'eau en zone pluviales et comprenant cinq composantes principales : (i) initiation des groupements et planification participative, (II) l'appui agronomique à la production de décrue, (III) la mise en place de nouveaux moyens de production, (iv) les renforcements ponctuels des infrastructures de base connexes et (v) la coordination et gestion des activités
Construction et Réhabilitation de barrages (plusieurs phases)	A rechercher	2012-2020	20 000 millions d'UM (85,8 millions de \$EU)	Le programme vise les objectifs suivants : •la réhabilitation des barrages endommagés l'hivernage 2004 et qui sont au nombre de 170, couvrant une superficie de 11000 ha ; •la lutte contre la pauvreté ; •la fixation des populations dans leurs terroirs et leur procuration de travail.
Réhabilitation de 40 petits périmètres irrigués dans la zone du Brakna	A rechercher	2011-2015	1,28 milliards d'UM (5,5 millions de \$EU)	Le projet vise la réhabilitation et l'équipement de 40 petits périmètres villageois dans la région du Brakna avec comme objectif la mise en valeur de plus de 1 500 ha en riz. Il est aussi prévu la réalisation d'ouvrages structurant permettant l'alimentation en eau des périmètres, le désenclavement et le drainage des eaux de ruissellement.
Réhabilitation du Casier Pilote de Boghé (CPB)	A rechercher	2011-2015	1,422 milliards d'UM (6,1 millions de \$EU)	La réhabilitation du CPB d'une superficie de 790 ha permettra d'augmenter sa production et de garantir une meilleure rentabilité du périmètre.
Prévention contre les crues	A identifier	2009-2011	300 Millions Ouguiya (1,3 millions de \$EU)	Ce projet a pour objet l'amélioration de la connaissance du niveau d'eau dans le fleuve ainsi que les cotes d'alerte en vue de la prévention des inondations des zones de cultures.
Brigades de terrassement	A identifier	2009-2011	2 150 Millions Ouguiya (9,2 millions de \$EU)	Acquisition et mise en place de 10 brigades de terrassement au profit des 10 wilayas agropastorales du pays, en vue de l'entretien régulier des 850 barrages en terres et digue paysannes. Cette opération

Restauration de terres de Cultures dans la Zone de Keur Macène	A Identifier	2011-2015	5 000 Millions Ouguiya (21,5 millions de \$EU)	permettra la sécurisation de 60 000 ha de terres dans la zone pluviale. Endiguements sur cours d'eau en vue de la récupération de 2 500 ha de terres de cultures actuellement inondées dans la zone de Keur Macène (El Wassa, Aftout) par une gestion haute du barrage de Diama. Les cours d'eau concernés seront : Diallo, N'Dioup, Azouna, Ibrahima et accessoirement le Gouère.
Suivi hydrologique durable de 50 Bassins versants	A identifier (OMM)	2011-2015	4,5 millions de \$EU	Ce programme permettra une amélioration de la connaissance des écoulements en vue d'une meilleure économie de l'eau. Une cinquantaine de bassins versant seront identifiés et des échelles limnimétriques ainsi que des pluviomètres y seront installés. La connaissance des régimes de ces cours d'eau permettra aussi de prévenir les inondations.
Programme d'aménagement et de mise en valeur agricole des zones humides	A Identifier	2009-2015	31,317 millions de \$EU	L'objectif global est une augmentation de la production agricole et animale en zone humide par la maîtrise et la valorisation des eaux de surface. Les aménagements préconisés concernent la réalisation d'ouvrages hydrauliques de régulation d'eaux, le curage et l'aménagement de mares pour le bétail et la pêche continentale. Les zones humides concernées par ce programme sont : Kankossa (Assaba), Mahmouda (Hodh Chargui), M'Bell (TRarza) et Aleg (Brakna).
Aménagement de nouvelles superficies cultivables dans la vallée	A Identifier	2009-2015	5,148 millions de \$EU	Le projet a pour objet l'aménagement de nouvelles superficies en irrigué dans la vallée, dans la perspective d'une exploitation de 40000ha en riziculture. Dans ce cadre, il est aussi prévu une sécurisation foncière sur toute cette superficie. La mise en valeur réelle de 40000ha de riz assurera une autosuffisance en cette denrée (production de 180 000 tonnes).
Réalisation du barrage de Félou (OMVS)	IDA, BEI	2009-2015	200 millions de \$EU dont 60 millions au compte de la Mauritanie	Réalisation d'un barrage au fil de l'eau au droit de la localité de Félou en aval du barrage de Manantali en vue d'augmenter le productible du barrage de Manantali de 300 GwH. Etude d'évaluation achevée. Financement à rechercher.
Electrification hydroélectrique barrages Gouina-Koukoutamba (OMVS)		2015-2020	500 millions de \$EU dont 125 millions au compte de la Mauritanie	Réalisation des barrages hydroélectriques à Gouina et à Koukoutamba en vue d'augmenter le productible du barrage de Manantali de 300 GwH. Financement à rechercher.

1 US \$ = 233 UM au 27-09-2008 et 1 euro = 1,47 US \$

## ANNEXE 1 CARTE DU CONTRÔLE DE L'EAU EN MAURITANIE:



## ANNEXE 2: STATISTIQUES NATIONALES

<b>Pays et population</b>								
Superficie du pays	2005	103070	1000 ha					
Superficie cultivée en % de la superficie totale du pays	2007	0.024	%					
Population totale	2007	3176	1000 habitants					
• dont rurale	2007	48	%					
Population active dans le secteur agricole	2007	729	1000 habitants					
• en % de la population active	2007	51	%					
• féminine	2005	53	%					
• masculine	2005	47	%					
<b>Economie et développement</b>								
Produit intérieur brut (PIB)	2007	2644	millions US\$/an					
• valeur ajoutée du secteur agricole (% du PIB)	2006	13.13	%					
• PIB par habitant	2007	884	US\$/an					
<b>Accès aux sources améliorées d'eau potable</b>								
Population totale	2007	51	%					
Population urbaine	2007	48	%					
Population rurale	2007	62	%					
<b>L'eau: ressources et prélèvement</b>								
Précipitations moyennes	2007	94.7	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
Ressources en eau renouvelables réelles totales	2007	11.4	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
Indice de dépendance	2007	96.5	%					
Ressources en eau renouvelables réelles totales par habitant	2007	3590	m <sup>3</sup> /an					
Capacité totale des barrages	2007	1.095	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>					
Prélèvement total en eau	2000	1.7	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
• en % des ressources en eau renouvelables réelles totales	2000	14.89	%					
<b>IRRIGATION ET DRAINAGE</b>								
<b>Potentiel d'irrigation</b>	2007	250	1000 ha					
<b>Contrôle de l'eau</b>								
Superficie totale équipée pour l'irrigation	2007	41.418	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	2007	16.8	%					
• augmentation par an			%					
• superficie irriguée par pompage en % de la superficie équipée	2007	100	%					
• partie de la superficie équipée réellement irriguée	2007	47	%					
Marais et bas-fonds cultivés non équipés	2007	0	1000 ha					
Superficie en cultures de décrue non équipée	2007	83,995	1000 ha					
Superficie totale avec contrôle de l'eau	2007	125,413	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	2007	51	%					
• superficie drainée en % de la superficie cultivée	1994	2.6	%					
<b>Périmètres en maîtrise totale/partielle</b>								
Périmètres d'irrigation de petite taille (<40 ha)	2007	14.721	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de taille moyenne (40-100 ha)	2007	17.694	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de grande taille (>100 ha)	2007	29.570	1000 ha					
<b>Cultures irriguées</b>								
Blé	2006	15.814	1000 ha					
Riz	2007	13.540	1000 ha					
Maïs	2007	12,868	1000 ha					
Sorgho	2007	26,648	1000 ha					
Légumes	2005	26,000	1000 ha					
Autres cultures pérennes (dattes)	2005	8.000	1000 ha					
<b>INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES</b>								
Production d'énergie	2007	37 281	Mtep					
Importations nettes	2007	1 277	Mtep					
Approvisionnement total d'énergie primaire (ATEP)	2007	38 558	Mtep					
- ATEP par habitant	2007	0.012	tep/capita					
- ATEP/PIB	2006	20.76	tep/mille 2000 US\$					
- ATEP/PIB (PPA)			tep/mille 2000 US\$ PPA					
Consommation d'électricité (CE)	2007	0.44	TWh					
- CE par habitant	2007	0.012	kWh/capita					
<b>APPROVISIONNEMENT D'ÉNERGIE PRIMAIRE (ANNÉE 2007)*</b>								
			Autres					
	Charbon	Gaz	Pétrole brut	Produits pétroliers	Hydraulique	Autres Renouvelables et perte (électricité)	Autres	TOTAL
Production	0	0	751	0	0	37 281	0	38 032
Importations	0	33,324	0	519,064	724,447		0	1 277
Exportations		0	751		0			751
Soutes maritimes internationales								
Stocks								
<b>Approvisionnement total d'énergie primaire</b>	<b>0</b>	<b>33,324</b>	<b>0</b>	<b>519,064</b>	<b>724,447</b>	<b>37 281</b>	<b>0</b>	<b>38 558</b>

\*Mille de tonnes d'équivalent pétrole (kep) sur une base nette de valeur calorifique.

## RÉFÉRENCES

- AQUASTAT - Système d'information de la FAO sur l'eau et l'agriculture.  
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>
- NEPAD, FAO. 2004. National Medium Term Investment Programme.  
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/ae415e/ae415e00.pdf>
- The commercial import/Trade and Food Security (TFS) database, FAOSTAT, 2004.  
<http://faostat.fao.org/site/342/default.aspx>
- Programme détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (FAO 2002) ;
- Stratégie de développement du secteur rural à l'horizon 2015 ;
- Programme d'Investissement Public (PIP) 2008-2010 ;
- MPE : Rapport National du Secteur de l'Energie (2008)
- Déclaration de Politique pour le Développement des Secteurs de l'Eau (2007)
- Bilan diagnostique de l'agriculture irriguée dans le bassin Mauritanien du fleuve Sénégal (version provisoire) : FAO-OMVS : 2003
- Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté 2004
- MDR : Revue du Secteur Rural (2007) ;
- MDRHE : Rapport National du PDDAAA,( 2005)
- Rapport de mission inter-agences de consultation (FAO-PAM) avec le gouvernement et les partenaires au Développement (2008).
- ONS : Annuaire Statistique 2006 (Novembre 2007) <http://www.ons.mr/>
- ONS : Profil de la pauvreté en Mauritanie 2004 (Décembre 2006) ;<http://www.ons.mr/>
- ONS : Agrégats de la comptabilité Nationale et indicateurs économiques ; <http://www.ons.mr>
- ONS : Projections démographiques 2001-2015 (Avril 2004) ; <http://www.ons.mr/>
- ONS : Note sur le Commerce extérieur de la Mauritanie en 2007 ; <http://www.ons.mr/>
- MDR/DPCSE Résultats définitifs de la Campagne agricole 2007-2008 (Juillet 2008) ;
- MDR/DAR Réalisation d'une étude d'inventaire des périmètres irrigués : Rapport Définitif (Avril 2008)